

ON AVAIT FINI PAR S'Y FAIRE, À CE SPECTACLE D'INCOMPÉTENCE que le pouvoir nous projette en continu. On n'imaginait pourtant pas qu'on puisse un jour le destiner à l'export. Mais, main-

tenant que c'est fait, la conclusion est plutôt rassurante: même s'il voyage bien, le ridicule ne tue toujours pas.

Pas d'inquiétude donc: personne ne va démissionner, personne d'important en tout cas. Ni le ministre des Affaires étrangères, ni celui de l'Information qui avaient tous deux confirmé l'arrestation des membres présumés de l'Armée rouge japonaise, ni celui de l'Intérieur qui l'a infirmée et pas davantage le procureur général de la République qui ne sait plus ce qu'il doit faire pour donner l'impression que lui, au moins, croit à L'INDÉPENDANCE-DE-LA-JUSTICE. Remarquez, il y a du mérite le procureur. Il n'en serait pas là si son ministre de tutelle n'avait pris la confortable habitude de se mettre aux abonnés absents dès que se lève la plus petite brise.

Il y a toutefois plus étonnant que l'absence de démissions. C'est que personne ne s'en émeuve, que personne n'ait songé à exiger le départ de l'un ou l'autre membre de cette équipe qu'on n'appelle plus gouvernement que par commodité. Comme si l'opinion publique avait oublié cette notion de responsabilité. C'est vrai que les hommes qui exercent le pouvoir au Liban ont tout fait pour la lui faire oublier. Pour eux, aucune perte de face, aucun désaveu ne mérite une démission: ils ne sont pas responsables, voilà tout. Et le pire, c'est qu'on commence à les croire.

ON CONNAÎT LA RENGAINE: ILS NE PEUVENT PAS DÉMISSIONNER, LES SYRIENS n'accepteront jamais. Tu parles qu'ils acceptent. D'abord, parce que des candidats ministres, ils en ont en stocks inépuisables dans les antichambres de Damas. Mais surtout parce que, depuis le temps qu'ils s'occupent des affaires libanaises, ils ont plus d'une fois montré combien facilement ils pouvaient s'adapter aux «particularités» de ce pays.

Ne se sont-ils pas révélés fort doctes en droit constitutionnel, eux qui n'ont qu'une Constitution pour rire? Ne se sont-ils pas affirmés comme de redoutables stratèges électoraux, eux qui n'ont qu'un souvenir lointain d'un bulletin de vote – les consultations formelles qui sont organisés chez eux de temps en temps ne sauraient se comparer pas même à la sinistre farce de l'été dernier. Que se lèvent quelques voix au Liban pour demander la démission d'un ou de deux ministres, et vous verrez avec quelle facilité les Syriens s'en accommoderont.

Et ça changera quoi, dira-t-on, puisqu'ils ont des remplaçants potentiels à la pelle? Eh bien ça changera peut-être que nos ministres, se sachant justement remplaçables, perdront un peu de leur enflure. Et puis, ne plus avoir au gouvernement un Farès Boueiz ou, mieux encore, un Michel Murr, ça vous ferait vraiment mal, vous? Il faut avoir perdu le sens des

Responsable moi?

petits plaisirs de la vie pour ne pas se réjouir rien qu'à l'idée. Mais le plus important est qu'on n'aura plus à souffrir, en plus des abandons de souveraineté, de l'irres-

Peut-être que nos ministres, se sachant remplaçables, perdront un peu de leur enflure

ponsabilité érigée en éthique de gouvernement. Qui sait si, en commençant par demander des démissions de ministres pour cause d'incompétence, on ne finirait pas par en obtenir pour cause de corruption? Avec un peu de chance, ça pourrait même mettre un peu de rationalité dans les relations libano-syriennes. Car, s'ils tiennent vraiment à nos gouvernants, les Syriens éviteront désormais de les impliquer dans leur lessive familiale.

QU'ON NE S'Y TROMPE PAS: MÊME SI C'EST L'ÉTAT LIBANAIS qui a été tourné en ridicule, c'est de l'appareil d'État syrien que vient le cafouillage. Il faut être bien naïf pour croire que l'affaire de ces Japonais bien volatils vient d'une mauvaise coordination entre services libanais et services syriens. Peut-on sérieusement imaginer les maîtres-espions libanais, à quelque échelon que ce soit, levant un tel lièvre sans s'être couverts, et plutôt deux fois qu'une, auprès de l'un ou l'autre de leurs «homologues» syriens? Justement, était-ce l'un ou était-ce l'autre? Là est toute la question. Là sont bien des réponses. Pour peu qu'on puisse les interpréter.

L'idéal serait évidemment de disposer d'un mode de conversion. Comme en informatique, on verrait alors des équations horriblement compliquées, et celles de Damas le sont bien assez, devenir des gestes simples sur un écran convivial. L'écran, c'est naturellement le Liban – forcément, la convivialité... Seulement, il n'est pas encore WYSIWYG (What you see is what you get) et, du coup, on a bien du mal à deviner à quelle équation on a affaire, dans cette histoire d'Armée rouge.

Si l'on imagine aisément que l'objectif initial était de faire un geste de bonne volonté en direction de Washington via Beyrouth et Tokyo, il reste à savoir quelle faction en a eu l'idée et surtout quelle autre n'en a pas voulu. On se consolera quand même en se disant qu'on n'a pas à se demander pourquoi celle-ci s'est rebiffée. Ici pas besoin de savoir de laquelle des factions il s'agit pour connaître ses raisons: à défaut de marquer un point, empêcher l'autre de rafler la mise.

Qu'alliez-vous chercher? De l'idéologie? C'est là précisément qu'il ne faut pas compliquer les choses inutilement. Parce que si les équations sont ardues, les motivations, elles, demeurent d'une simplicité biblique. La politique expliquée aux enfants, quoi!

Mieux: par les enfants.